

# BOOK REVIEWS – REVUE DES LIVRES

---

Abdellatif Benachenhou : *Formation du Sous-Développement en Algérie. Essai sur les limites du développement du capitalisme. 1830-1962* (sans bibliographie finale, OPU, Alger, 1976).

## Critique de Bernard Founou-Tchuigoua \*

La « formation du sous-développement en Algérie » de A. Benachenhou est une grande contribution à la connaissance de l'histoire sociale de l'Algérie articulée autour de l'histoire économique d'un siècle et demi de capitalisme. Cette contribution porte à la fois sur les faits et sur la méthode, qui consiste à garder constamment imbriguées la réalité et sa théorie. Ce livre a valeur d'exemple. Ceci ne veut pas dire évidemment que le livre est parfait, nous y reviendrons. Benachenhou montre qu'après une période d'accumulation primitive qui dure de 1830-1880, le capitalisme se développe rapidement (1880 - 1930), pour stagner ensuite jusqu'en 1962. Le livre est divisé en quatre chapitres, mais l'introduction est suffisamment importante pour que nous puissions nous y arrêter.

L'INTRODUCTION est consacrée au développement du concept d'accumulation primitive. La clarification du concept s'impose car, écrit-il, Marx a présenté simultanément le concept et l'analyse du processus historique dans un contexte déterminé. Il importe de dégager un concept universel.

La production capitaliste a pour formule

$$\text{A.M.} \text{ ————— } \text{MP} \text{ ..... } \text{P.} \text{ — } \text{P}' \text{ — } \text{M}' \\ \text{FT}$$

Elle présuppose que soient réunies trois conditions essentielles :

1) Une grande extension du marché, 2) l'existence de la force de travail comme marchandise ; 3) l'appropriation des moyens de production par le capitaliste. L'accumulation primitive n'est donc pas un processus d'accumulation de l'argent ou des titres par les capitalistes (1), mais celui de la dissolution des rapports antérieurs, de prise de possession (expropriation - appropriation) des moyens de production existants par le capital et la mise en relation de ces deux éléments.

C'est donc avant tout un concept de transition vers le capitalisme. On peut concevoir, par exemple, un processus de dissolution des systèmes antérieurs sans pour autant qu'apparaisse le capitalisme. La prise de possession des moyens de production est une condition essentielle, souvent négligée.

---

(\*) Professeur à l'Institut Africain de Développement Economique et de Planification (IDEP), Dakar, Sénégal.

(1) Allusion sans doute à la thèse de M. Dobb dans « Etudes sur le Développement du capitalisme » (Maspero).

**Le premier chapitre** est consacré à l'analyse de la formation sociale algérienne à la veille de la colonisation française survenue en 1830. On sait qu'à partir du 16<sup>e</sup> siècle, l'Algérie est une colonie turque. Selon l'auteur, trois « systèmes économiques » sont alors en présence : le système économique étatique (turc) et le système économique communautaire basé sur la propriété tribale ou villageoise des terres et enfin le système corporatif dans les villes. Le système étatique domine aussi le système corporatif basé sur l'artisanat, qui est né pour satisfaire les besoins de la classe politique qui domine la ville, soit directement, soit par prélèvement fiscal (p. 43).

Cet artisanat est en mesure de fournir aux communautés tribales ceux des biens qu'elles ne se procurent pas directement ou par échange, mais l'extension du marché urbain est freinée notamment par l'intégration de l'Algérie au commerce mondial capitaliste. Le commerce extérieur à la fois administré (p. 48) et très instable (p. 49) constitue une occasion privilégiée d'alliances de classes entre l'autocratie turque et le capital de négoce, d'origine européenne (p. 49).

Pendant, la domination du système étatique n'est pas totale. Les communautés tribales et villageoises sont encore fortes en 1830, car ce sont elles et non l'Etat turc qui détiennent les moyens de production. Par conséquent, la destruction militaire et étatique de l'aristocratie turque par la France n'ouvrira pas ipso facto la voie à l'appropriation de l'ensemble des moyens de production (p. 51), il faudra 50 ans pour réaliser les préconditions du développement du capitalisme.

**Le chapitre deux** traite de l'accumulation primitive en Algérie de 1830 à 1880. Les moyens universels de l'expropriation des paysans sont mis en œuvre : la fiscalité, pour imposer la production marchande ; l'usure et l'expropriation de producteurs directs ; l'interprétation du droit « coutumier » en faveur de l'ordre colonial permettant la formation de réserves de main d'œuvre bon marché, etc...

Pendant, au cours de cette période, le processus de dissolution des rapports antérieurs est assez lent et les communautés paysannes continuent de se reproduire largement en autosubsistance malgré l'exiguïté des territoires qui leur est laissé. L'effet de l'expropriation et du resserrement ne se fera sentir qu'au cours de la période suivante. La céréaliculture qui a pris une grande extension à partir de 1857 (guerre de Crimée), ne sera pas très rentable rapidement en culture capitaliste, la pénurie de la force de travail rendant celle-ci assez chère. De plus, il s'agit d'un petit capitalisme agraire, aux moyens financiers privés limités qui va tenter de mobiliser des moyens publics à son avantage (chemin de fer, hydraulique agricole, etc.). En 1880, les bases de cette accumulation sont encore très fragiles.

**Le chapitre III** traite des formes de l'accumulation du Capital en Algérie de 1880 à 1930. C'est la « Belle époque » pour le capital en Algérie. La viticulture est le secteur dominant de cette accumulation, bien devant la céréaliculture et malgré l'apparition de l'agrumiculture. Trois éléments favorables : le développement des débouchés en France après la destruction du vignoble français par le phylloxera ; la force de travail devenue d'autant plus bon marché qu'une surexploitation des Algériens et un surpaiement des travailleurs colons entre en ligne de

compte. En effet, une différence alors très nette entre salaires et entre postes de travail est instaurée au profit des colons ; un système de financement de l'accumulation est mis en place par la Banque d'Algérie qui, de simple Banque d'Emission de première phase, se met à accorder du crédit à court terme transformable en long terme grâce au mécanisme de renouvellement. Le grand capital entre en action et le processus de concentration est très net, créant ainsi une fraction dominante de la bourgeoisie coloniale qui monopolise les moyens budgétaires. Mais en même temps, une petite couche de capitalistes agraires nationaux émerge lentement.

La forme sous laquelle le capital extorque le surtravail dans l'agriculture n'est pas unique. Il faut nécessairement y inclure le « capitalisme formel » qui consiste principalement en la domination du capital commercial sur les paysans (voir tableau ci-dessous). Au cours de cette période, le processus d'expropriation - appropriation de l'accumulation se poursuit.

Malgré une amorce d'accumulation dans l'industrie et les mines (phosphates), c'est l'agriculture et notamment la viticulture qui est le domaine fondamental de l'accumulation.

#### La prolétarianisation des masses rurales de 1900 à 1930

	Propriétaires	Fer- miers	Khanibez ou metayers	Ouvriers agri- coles	Population agricole	Population agricole totale
1901	620.891	37.455	350.715	151.108	1.135.166	3.230.647
1910	530.211	—	426.851	207.707	1.164.769	3.525.768
1914	565.218	40.755	407.050	210.205	1.673.532	3.605.449
1930	617.544	50.771	634.600	428.032	1.730.947	4.419.943

Cependant, le processus va se trouver bloqué notamment par une répartition extrêmement inégalitaire des revenus agricoles qui freine la demande de l'artisanat et de l'industrie.

En 1910 par exemple, sur une valeur ajoutée de 182 millions dans la viticulture, 25 millions seulement se résolvent en salaires. Un des effets de cette pratique, c'est l'émigration vers la France à partir de 1920. En 1920, dans la campagne algérienne, il est possible de distinguer 3 couches dans la bourgeoisie : la grande bourgeoisie foncière qui monopolise 80 % des terres (p. 284) ; elle exerce une véritable hégémonie politique — la bourgeoisie moyenne (10 à 50 ou 100 ha en fonction des cultures), la petite bourgeoisie (moins de 10 ha). La fraction coloniale de cette petite bourgeoisie s'est spécialisée dans le maréchage et la culture fruitière autour des villes. Au contraire la fraction algérienne se contente de la céréaliculture.

**Le chapitre IV** est consacré à l'analyse de la stagnation du capitalisme en Algérie de 1930 à 1962. C'est le plus long et le plus extensif. Le point de vue soutenu est que bien avant la grande crise mondiale de 1930, l'accumulation du capital en Algérie avait déjà atteint ces limites rigides. « L'explication de cette stagnation est simple : les secteurs sur lesquels était basée l'accumulation du capital au cours de la période précédente perdent leur dynamisme sans que d'autres secteurs viennent de manière significative les relayer » (p. 299). Il en est résulté un appauvrissement accentué de la masse des travailleurs ruraux et urbains. Les politiques économiques mises en place à partir de la fin de la deuxième guerre mondiale ne permettent pas de redresser la situation, malgré l'apparition de nouveaux secteurs, et en particulier du secteur pétrolier à partir de 1956. Il en résulte qu'au moment où la guerre de libération nationale commence, en 1954, la paysannerie pauvre et sans terre est particulièrement nombreuse, la stagnation de l'accumulation étant accompagnée d'une croissance démographique exceptionnelle.

Cette stagnation ne se manifeste pas nécessairement par la baisse absolue de la production, mais surtout par l'incapacité du système à provoquer des changements radicaux, consistant notamment en industrialisation. Mais en raison des contradictions du système économique colonial même une industrialisation d'import-substitution sérieuse n'a pas été mise en place. Ensuite, à partir de 1954, la mise en valeur des richesses pétrolières a été conçue et appliquée dans le seul souci de l'approvisionnement de la France en pétrole de la zone franc et la formation d'un grand capital français dans le domaine pétrolier. C'est pourquoi les résultats devaient être médiocres, au niveau de la production, si on excepte le pétrole fonctionnant comme une enclave. Aucun problème sérieux, né de la stagnation n'a été résolu ni au niveau politique, ni au niveau économique. La bourgeoisie agraire a réussi à obtenir les meilleures conditions de crédit, afin d'accroître sa capacité de compétition sur le marché franco-algérien. La politique du paysannat, puis de modernisation a certes provoqué une certaine différenciation dans la campagne comme le voulait le capital pour des raisons politiques, mais à partir de 1954, le déclenchement de la guerre freine puissamment le mouvement. L'exode rural s'est développé au lieu de se stabiliser. L'appauvrissement des paysans a continué.

Dans l'industrie, la stratégie énoncée dès 1943 est celle d'une **substitution d'importation** sans protection, ce qui est impossible (p. 352). L'implantation de quelques unités industrielles est due aux avantages fiscaux énormes qui constituaient parfois jusqu'à 40 % de l'investissement et à l'équipement public qui provoque des économies externes substantielles. La mise en place d'une telle politique conduit nécessairement à une impasse. « En effet, écrit l'auteur, une politique de substitution d'importation sans protection a été vite intégrée dans la stratégie du capital français vis-à-vis du marché algérien. Dès lors que celui-ci n'est pas protégé, la tendance naturelle du capital est d'alimenter à partir des unités de production situées en France ».

La mise en valeur pétrolière se traduira surtout par des transferts massifs de valeur vers la France (en millions de Francs) :

	1955	1960	1961	1962	1963
Solde transferts publics ..	+ 4.054	+ 4.791	+ 6.386	+ 6.630	+ 1.813
Solde transferts privés ..	- 4.304	- 5.283	- 6.182	- 7.128	- 2.030
Solde Bal. commerciales ..	- 3.396	- 3.071	- 1.387	- 509	- 138
Soldes transferts privés ..	- 908	- 2.112	- 4.475	- 7.637	- 1.604
	+ 3.186	+ 2.679	+ 1.611	- 1.007	- 79

Finalement, si en termes de croissance, il y a eu au cours de la décennie 1950-1960 des résultats non négligeables, aucun problème important de développement capitaliste n'a été résolu : l'investissement véritablement productif a stagné ; les problèmes économiques importants en rapport étroit avec la politique, celui du chômage urbain, de l'appauvrissement des masses rurales, dont la résolution était indispensable à la poursuite de l'exploitation fondamentalement dans le cadre des besoins français n'a pas eu lieu. A la campagne, l'appauvrissement se poursuit.

« En moyenne, la famille paysanne pauvre dispose de 3,7 ha pour vivre. Devant ce manque de terres, le paysan a réagi en renonçant au vieil assolement biennal : c'est ainsi qu'en 1950-1952, les jachères ne représentent plus que 62 % des emblavures. Les paysans renoncent aussi à l'élevage au profit de la polyculture ; son objectif est de subsister en plantant du blé dur et de l'orge. En supprimant la jachère, il ne permet plus à la terre de se reposer ; en supprimant l'élevage, il ne le nourrit plus et ne profite plus de cette activité plus nutritive » (p. 432).

Donc l'un des effets essentiels de la stagnation, c'est la dégradation des conditions humaines et naturelles de la reproduction.

En même temps, une bourgeoisie agraire « musulmane » qui utilise de plus en plus du matériel agricole et des salariés se développe.

Dans les villes, on compte 334.600 emplois en 1954 (p. 445), sur lesquels il n'y a que 106.700 emplois industriels proprement dits c'est-à-dire relativement stables. Le chômage sévit (463.000 chômeurs « musulmans recensés » (p. 450). Le salaire réel tend à diminuer sous l'effet de l'inflation. Le sort des couches prolétarisées de la petite bourgeoisie (petits commerçants, etc...) n'est pas meilleur puisque « ceux qui continuent de travailler ont un sort matériel égal ou inférieur à celui des ouvriers des villes ».

Cependant, ce n'est pas ce prolétariat qui assumera la direction du mouvement de libération nationale, mais, par la petite bourgeoisie intellectuelle qui a reçu une formation idéologique et technique à l'école coloniale, mais que rejette le système. En 1959, les Algériens travaillant dans l'administration forment : 5,2 % de la catégorie A, 11,8 % de la

catégorie B, 19,4 % de la catégorie C et 53,7 % de la catégorie D. L'élite de l'administration continue d'être à 95 % d'origine européenne. Dans les secteurs industriel et commercial, la situation est identique : 92,7 % des cadres des entreprises sont européens (p. 467). C'est cette élite qui dirigera la guerre de libération que la France essayera de briser, mais en vain. Les accords d'Evian marqueront une tentative du grand capital français de perpétuer sa domination sur l'économie algérienne en se réservant l'industrie, le commerce et le pétrole, le nouvel Etat devant assumer la responsabilité du secteur agricole et résoudre les problèmes sociaux.

Que penser de ce livre ?

Nous n'allons pas faire ici une critique du livre de A. Benachenhou. Nous voudrions faire des remarques sur trois points : le concept de l'accumulation primitive : l'analyse de l'intégration de l'Algérie à la France ; le problème de la conclusion.

A notre avis, ce concept de l'accumulation primitive est un peu restrictif dans la mesure où il ne fait pas intervenir l'idée de la formation d'une bourgeoisie nationale. Nous pensons qu'au niveau économique, l'accumulation primitive correspond au processus et à la période au cours de laquelle, une économie capitaliste indépendante se forme. En d'autres mots, au cours de cette période une bourgeoisie nationale se forme. Tant que ce processus n'est pas réalisé, nous sommes toujours en phase soit de sous-développement, soit de transition vers le capitalisme. Définir l'accumulation primitive en restant au niveau de la formule de la production, sans se demander si l'économie est en voie d'intégration ou d'extraversion, nous paraît insuffisant, il n'y a pas d'accumulation primitive achevée sans bourgeoisie disposant de son propre appareil d'Etat. La prise en compte de l'intégration coloniale de l'Algérie avec la France n'a pas été soulignée de manière suffisamment forte. A notre avis, une analyse des besoins de la France à chaque phase du développement de l'Algérie doit être faite. Une analyse des effets de cette intégration sur l'économie française doit être au moins esquissée. Dans quelle mesure peut-on dire que l'Algérie a contribué à l'accélération ou au freinage de l'accumulation en France. L'usage d'un concept comme celui de la plus-value collective que nous avons utilisé dans l'analyse du cas sénégalais (2) est très riche de ce point de vue.

Enfin, le livre n'a pas de synthèse finale. Celle-ci s'imposait pourtant, qui aurait donné d'une longue perspective de 130 ans une rétrospective globale.

Les quelques remarques critiques ont peu de chose à côté de la richesse du livre. Nous souhaitons que la suite annoncée paraisse aussi vite que possible.

---

(2) B. Founou, *La Surexploitation de la force de travail en Afrique*, Thèse, Paris VIII. 1977.